

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MAPA en application des articles L2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et l'article R2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Administration contractante :

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE,
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Etablissement public de l'Etat à caractère
Scientifique et Technologique**

OBJET

**ACCORD CADRE Entretien des espaces verts
Tous les lots**

**Centre de Recherches Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes
63122 Saint-Genès-Champanelle**

| Version | Indice | Date d'émission | Document rédigé par | Relu et corrigé par | Validé par |
|---------|--------|-----------------|---------------------|---------------------|------------|
| BETA | 0 | 23/01/2026 | A COMBRE | T SERVOUSE | |
| FINALE | 1 | 05/02/2026 | A COMBRE | T SERVOUSE | B TERSIN |
| REVISÉ | 1 | | | | |

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations d'entretien des espaces verts des sites INRAE du centre Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes, comprenant :

- L'entretien des pelouses
- L'entretien des haies
- L'entretien des massifs
- Le Débroussaillage et nettoyage des abords des clôtures extérieures
- La dévégétalisation (processus mécanique)
- L'entretien des pentes et talus
- Le fauchage ou broyage des surfaces enherbées
- L'élagage des arbres
- ...

1.2 Décomposition en lots

La présente consultation se décompose en 6 lots :

- **Lot n°1** : Entretien des espaces verts du site INRAE de Theix
Site de Theix - 63122 Saint-Genes-Champanelle,
- **Lot n°2** : Entretien des espaces verts du site INRAE de Crouël Intra et les Cézeaux
5 chemin de Beaulieu, 63000 Clermont-Ferrand
9 av Blaise Pascal, 63170 Aubière
- **Lot n°3** : Entretien des espaces verts du site INRAE de Crouël Extra - **RÉSERVÉ**
5 chemin de Beaulieu, 63000 Clermont-Ferrand
- **Lot n°4** : Entretien des espaces verts du site INRAE de Laqueuille
1739 route des Razats, 63820 Laqueuille
- **Lot n°5** : Entretien des espaces verts du site INRAE de Montoldre
Domaine des Palaquins, 03150 Montoldre
- **Lot n°6** : Entretien des espaces verts du site INRAE d'Aurillac - **RÉSERVÉ**
20 côte de Reyne, 15000 Aurillac

Chaque candidat peut répondre à la totalité des lots ou à un seul des lots.

1.3 Prestations Supplémentaires Eventuelles Obligatoires - PSEO

La présente consultation ne fait pas l'objet de prestations supplémentaires éventuelles obligatoires.

1.4 Tranches Optionnelles - TO

Le présent marché ne comprend pas de tranches optionnelles.

ARTICLE 2 – PROCEDURE ET PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Cette consultation est passée selon la procédure de marché à procédure adaptée en application des articles L2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et l'article R2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'Acte d'Engagement et le BPU, propre à chaque lot,
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières du 23/01/2026,
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières du 23/01/2026,
- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021,
- 5) Le Cahier des Clauses Techniques Générales entretien des espaces verts (CCTG)
- 6) Le mémoire technique du candidat détaillé sur le formulaire « Cadre de réponse ».

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an ferme, à compter de la notification du marché.

Il est ensuite renouvelable trois fois pour une durée d'un an par reconduction expresse sur présentation des tarifs annuels, trois mois avant la fin de la période en cours. Le marché ne pourra pas excéder la durée totale de 4 années.

ARTICLE 5 – ACCES AUX SITES

Le titulaire accèdera aux sites et aux bâtiments après avoir pris formellement rendez-vous avec le représentant désigné par INRAE.

Un badge « visiteur » sera remis à tous intervenant, à chaque visite ou intervention, en échange de sa carte d'identité. Il devra être porté pendant toutes la durée des interventions/visites sur les sites INRAE.

Si nécessaire, un badge d'accès et/ou des clés seront fournis au titulaire, le temps de ses interventions. **Il est de la responsabilité du titulaire de signaler immédiatement la perte de tout moyen d'accès. Toute perte entraînera l'application de pénalités.**

ARTICLE 6 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Intervention simple (type tonte)

6.1.1- Le marché s'exécutera par l'émission de bons de commande au titulaire 15 jours calendaires avant la date d'intervention souhaitée.

6.1.2- Le titulaire devra émettre un accusé réception dans les 3 jours ouvrés qui suivent la commande, validant la date d'intervention, ou le cas échéant, proposant une nouvelle date d'intervention dans un délai maximum de 21 jours calendaires maximum, à compter de la réception du bon de commande.

6.2 Interventions diverses (type entretien des haies, des massifs, désherbage...)

6.2.1- Pour chaque demande de prestations, autre que la tonte classique, INRAE fera une demande d'intervention auprès du titulaire.

Cette demande comprendra :

- Le programme détaillé des travaux,
- Les plans de site et / ou zone d'intervention concernées,

Sur la base de ces éléments, le titulaire devra :

- Évaluer la demande
- Définir conjointement avec le représentant désigné par INRAE, la nécessité d'une visite de reconnaissance, pour lui permettre d'établir sa proposition méthodologique et financière.

En cas de nécessité d'une visite de reconnaissance, cette dernière devra s'effectuer dans un délai d'une semaine maximum (5 jours ouvrés) à compter de la sollicitation.

Le titulaire devra émettre un accusé réception qu'il transmettra à INRAE dans les 3 jours ouvrés qui suivent la demande d'intervention.

6.2.2 Sur la base des éléments transmis par INRAE, le titulaire du marché remettra au représentant du pouvoir adjudicateur, **dans un délai de 3 jours à compter de la date d'émission de l'accusé réception** :

- sa proposition financière sur la base du BPU annexé à l'acte d'engagement,
- son planning d'intervention, avec des délais raisonnables, à adapter en fonction de la situation (entretien des haies / chute d'arbre gênant la circulation...),
- les éventuelles modalités d'accès aux sites et aux zones d'intervention à mettre en place par INRAE le temps des interventions.

6.2.3- Dès réception et validation des documents ci-dessus, INRAE transmettra un bon de commande au titulaire.

6.2.4- La prestation sera à réaliser aux heures et jours d'ouverture du lieu d'intervention en présence d'un représentant INRAE du centre Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes.

ARTICLE 7 – LOTS RÉSERVÉS

En application des articles L. 2113-12 à L.2113-16 du Code de la Commande publique, **les lots n°3 et n°6 sont réservés** :

- Aux entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du Code du travail ;
- Aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionnés à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ;
- Ainsi qu'aux structures équivalentes, lorsque plus de 50 % des travailleurs concernés sont des personnes en situation de handicap qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Toute candidature ou offre ne répondant pas aux conditions d'éligibilité au marché réservé sera déclarée irrégulière et écartée.

Seuls ces opérateurs économiques peuvent se porter candidats et présenter une offre pour ces lots.

Les candidats devront produire, à l'appui de leur candidature, tout document probant attestant de leur appartenance à l'une des catégories mentionnées ci-dessus, notamment :

- L'agrément ou la décision administrative reconnaissant la qualité d'entreprise adaptée ;
- L'autorisation de fonctionnement en qualité d'ESAT ou autre établissement mentionné ci-dessus ;
- Ou tout document équivalent certifié et traduit pour les structures étrangères.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander tout justificatif complémentaire permettant de vérifier le respect de la condition relative au taux minimal de travailleurs en situation de handicap.

En cas de groupement, le mandataire devra être une structure répondant aux conditions du marché réservé.

Le titulaire devra transmettre, à chaque date anniversaire du marché, les documents attestant de son appartenance à l'une des catégories mentionnées ci-dessus, par mail à achats-marches.clermont@inrae.fr.

ARTICLE 8 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS-INFRACTIONS

8.1 Vérifications

Les vérifications des interventions et de la qualité des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG FCS.

Ces vérifications ne donnent pas lieu, le cas échéant, à décision d'admission par dérogation aux articles 28.2, 29.2 et 30.1 du CCAG FCS.

8.2 Manquements

Tout manquement aux clauses et conditions du présent marché donnera lieu à l'application de pénalités comme défini à l'article 7 du présent CCAP.

Les manquements seront constatés par la Personne chargée du suivi technique du marché ou toute autre personne d'INRAE habilitée, sous la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 9 - LE PRIX

Le présent marché est un accord-cadre s'exécutant à bons de commande selon l'article R2162-1 et 2162-2 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le marché est passé sans montant minimum annuel de commandes, et avec un montant maximum 143 000,00€ HT pour 4 années, tous lots confondus.

Les prix sont détaillés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement de chaque lot.

Ce marché est un accord-cadre s'exécutant par l'émission de bons de commande, sans montant minimum et sans montant maximum.

9.1 Modalités de révision des prix de l'accord cadre

8.1.1 – Mois d'établissement des prix

Les prix de l'accord cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au cours du mois de remise des offres soit mars 2026. Ce mois est appelé mois M0 (mois zéro).

8.1.2 – Modalités de révision des prix

Les prix du présent marché sont fermes la première année et révisables ensuite chaque année à la date anniversaire de la notification du marché, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation selon la formule suivante :

$$P = P0 (I0/I)$$

P = prix forfaitaire révisé à la date anniversaire de la notification du marché,

P0 = prix forfaitaire au mois M0,

I = dernier indice portant sur les prix des Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 (indice : 001711017 - EV4) connu et publié à la date anniversaire de la notification.

I0 = dernier indice portant sur les prix des Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 (indice : 001711017 - EV4) connu et publié au mois M0.

Lors de la révision des prix, une note indiquant les indices pris en références, ainsi que le détail des calculs, sera jointe à la première facture.

La révision des prix s'applique à la baisse comme à la hausse.

9.2 Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les matériaux nécessaires à la réalisation des contrôles, tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire.

ARTICLE 10 - PENALITES

10.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le titulaire encourt des pénalités pour les retards suivants :

9.1.1- Retard sur le délai d'exécution

Le titulaire encourt des pénalités égales à 1/10 du montant global de chaque bon de commande par jour de retard sur le délai d'exécution de la prestation à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante : $P = V * R / 10$; dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

9.1.2- Retard sur le délai de validation d'intervention, de planification

Le titulaire encourt des pénalités égales à 50€ par jour de retard dans le délai de validation et de planification de l'intervention.

10.2 Pénalités pour non-respect du plan de prévention et des clauses CCTP

En cas de non-respect du plan de prévention ou des clauses décrites dans le CCTP, une pénalité de 50€ par manquement constaté, sera appliquée.

10.3 Pénalité pour perte d'un moyen d'accès (badge, clé, pass)

Tout badge, clé, ou pass manquant pendant la réalisation du marché ou après sa fin, amènera INRAE à facturer les pénalités forfaitaires suivantes au titulaire du marché, sans que celui-ci puisse élever la moindre contestation :

- **Perte d'un badge nominatif => 50,00€,**
- **Perte d'une clé standard => 50,00€**
- **Perte d'une clé pass => 2 000,00€**

10.4 Pénalités afférentes au travail dissimulé

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités.

10.5 Plafond des pénalités

Le plafond général des pénalités applicables au présent marché est égal à 20% du montant global des prestations commandées par INRAE.

ARTICLE 11 – AVANCE

Pour les marchés dont le montant initial en prix de base est au moins égal au seuil fixé par le décret précité pour le versement de l'avance, une avance sera versée au titulaire du marché sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Son montant est, en prix de base, égal à **cinq pour cent** (5%) du montant initial du marché en prix de base, si le délai d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois. Si le délai dépasse douze mois, l'avance est calculée en prenant 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée exacte du marché exprimée en mois.

Le taux minimal de l'avance est porté à vingt pour cent (20%) lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise conformément au décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique entré en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution du marché.

Aucune variation de prix ne sera appliquée au montant de l'avance.

Conformément au décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique entré en vigueur au 1^{er} janvier 2025, le remboursement de l'avance intervient de manière échelonnée en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le décret n°2018-1075 précité modifié pour le versement de l'avance.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à cinq pour cent (5%) du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

ARTICLE 12 - FACTURATION - MANDATEMENT ET PAIEMENT

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures mensuelles seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire (RIB joint).

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

ARTICLE 13 - RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

ARTICLE 14 - PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements sur la protection de la main-d'œuvre et conditions de travail. Les stipulations de l'article 6 du CCAG FCS sont applicables.

Des vêtements et protections de travail spécifiques à l'exécution des prestations seront fournis par le titulaire du marché.

ARTICLE 15 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Conformément à l'article 7 du CCAG FCS, le titulaire s'engage à mettre en œuvre des pratiques respectueuses de l'environnement dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG FCS, toute nouvelle disposition législative en matière de protection de l'environnement s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant sauf pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires.

ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITÉ

Conformément à l'article 5 du CCAG FCS, le titulaire est soumis à une obligation de confidentialité. Il s'engage à ne divulguer aucune information, document ou donnée dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché, et ce pendant toute sa durée ainsi qu'après son expiration. Le non-respect de cette clause par le titulaire ou son personnel entraînerait immédiatement l'interdiction de l'accès aux locaux et l'application de l'article 33 du CCAG FCS. La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG FCS, toute nouvelle disposition législative en matière de protection des données à caractère personnel s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant sauf pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires.

ARTICLE 17 - HYGIENE ET SECURITE - COMPORTEMENT

Le titulaire devra respecter l'ensemble des normes et consignes relatives à l'hygiène et à la sécurité applicables à son personnel dans le cadre de l'exécution des travaux, en veillant tout particulièrement aux mesures de sécurité requises pour les interventions en hauteur.

Le titulaire sera tenu d'assurer les prestations indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments, en cas d'arrêt de travail de son personnel.

Le personnel du titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.

ARTICLE 18 - ASSURANCE

Le titulaire devra pouvoir justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature, causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendie :

- par son personnel salarié en activité de travail,
- par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation,
- du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise après la livraison du matériel.

ARTICLE 19 - LITIGES

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre INRAE et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal territorialement compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon, 63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1
Tél : 04 73 14 61 00
Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

ARTICLE 20 - RESILIATION

Il sera fait application des articles 38 à 44 du CCAG FCS.

ARTICLE 21 - DEROGATIONS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP n'établit pas la liste des articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé.

A Theix, Le 23/01/2026